



S'attaquer à l'inégalité

Comment lutter contre l'inégalité au XXI^e siècle ? Commençons par le changement climatique

Lyndsay Walsh

Préférez-vous entendre la bonne nouvelle ou la mauvaise nouvelle en premier ? Commençons par la mauvaise nouvelle (qui ne surprendra personne). Le monde d'aujourd'hui est un monde inégalitaire. Les niveaux de vie varient considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. Pour prendre la statistique la plus rudimentaire, l'espérance de vie d'un enfant né dans la Région administrative spéciale de Hong Kong est près de deux fois plus élevée que celle d'un enfant né au Swaziland. Elle est respectivement de 84 et 49 ans.

La bonne nouvelle, c'est l'amélioration de nombreux indicateurs mondiaux relatifs aux niveaux de vie

observée au cours des dernières décennies. Les objectifs du Millénaire pour le développement définis par l'Organisation des Nations Unies, qui regroupent des cibles destinées à réduire la pauvreté et à élever le niveau de vie, ont été largement atteints. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a chuté, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions en 2015, la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays à faible revenu a été ramenée de 23 % en 1990 à 13 % en 2014, et le taux de scolarisation dans le primaire a atteint 90 % à l'échelle mondiale. Ces statistiques nous permettent d'espérer que nous sommes sur la voie d'un monde égalitaire. Cela étant, il y a une autre mauvaise nouvelle, dans la mesure



LAURÉATE DU CONCOURS DE RÉDACTION F&D

Lyndsay Walsh est lauréate du premier concours de rédaction organisé par l'équipe de F&D. Annoncé dans le numéro de décembre 2018, ce concours ouvert aux étudiants de troisième cycle du monde entier a invité les participants à partager leurs solutions au problème des inégalités. Des articles en provenance de plus d'une vingtaine de pays ont été reçus. Lyndsay Walsh est étudiante en master de sciences du développement au Trinity College à Dublin (Irlande).

où le dérèglement climatique menace de réduire à néant ces progrès et de créer de nouvelles injustices.

Le changement climatique sera le véritable défi du XXI^e siècle. Pourtant, cette question est largement laissée de côté lors de l'examen des politiques de lutte contre l'inégalité. Si l'on ne parvient pas à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport aux niveaux pré-industriels, la plupart des progrès réalisés dans la réduction de l'inégalité, sinon tous, pourraient être réduits à néant. Le dérèglement climatique accentuera encore les inégalités existantes, car ce sont les pays à revenu faible ou intermédiaire qui en feront les frais. La plus grande imprévisibilité du régime pluviométrique, l'élévation du niveau de la mer et l'intensification des tempêtes ont de graves effets attendus sur les pays à faible revenu.

Effet inégal

Le fait que le changement climatique soit considéré comme une menace lointaine est un problème intrinsèque de l'appel à l'action. Or, ses ramifications se font déjà sentir dans de nombreuses régions du monde. Des villes comme Dakar au Sénégal se retrouvent chaque année sous les eaux. La région semi-aride du Sahel grignote des terres agricoles autrefois fertiles. L'an dernier, la Californie a connu les incendies de forêt les plus meurtriers de son histoire et la superficie de terres réduites en cendres a atteint un chiffre record.

Le dérèglement climatique illustre de façon exemplaire les inégalités au XXI^e siècle. Les États-Unis sont responsables de 26 % de la production cumulée mondiale de gaz à effet de serre et l'Europe de 22 % supplémentaires. En revanche, la contribution de l'ensemble du continent africain à cette production n'est que de 3,8 %. Certes, les pays à revenu élevé sont responsables de la grande majorité des émissions

de gaz à effet de serre, mais ce sont les pays à faible revenu qui en subiront les conséquences. Un grand nombre de pays à faible revenu situés sous les tropiques sont beaucoup plus vulnérables face à la hausse des températures que les pays tempérés à revenu élevé comme le Royaume-Uni. Des pans entiers de l'agriculture seront perdus, les famines frapperont de nombreuses régions et, si l'on en croit les prévisions, des maladies comme le paludisme se propageront encore plus. Déjà, nous voyons des éleveurs au Tchad lutter pour leur survie à cause de l'allongement de la saison sèche. La superficie du plus grand lac du pays, le lac Tchad, a rétréci de 90 % au cours des 50 dernières années.

Cependant, cette division ne s'observe pas seulement entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu ; elle sera aussi observée à l'intérieur des pays. L'an dernier, des chercheurs de l'université Harvard ont forgé le concept de « gentrification climatique » : les propriétés situées sur des terrains en hauteur à Miami étaient plus chères en raison des risques d'inondation liés au changement climatique. De nouveau, ce sera ceux qui n'ont pas les moyens de se mettre en lieu sûr qui se retrouveront dans des zones à risque.

En plus de créer de nouveaux problèmes pour les pays à faible revenu, le dérèglement climatique aggravera les inégalités existantes. Les pays à faible revenu ne disposent pas des moyens budgétaires nécessaires pour faire face à de graves défaillances de l'infrastructure. La multiplication des inondations entraînera la propagation de maladies d'origine hydrique telles que le choléra et la dysenterie en raison de la détérioration des services d'approvisionnement en eau. On s'attend à ce que les cas de malnutrition augmentent de façon spectaculaire, car les sécheresses dans les zones tropicales entraînent une baisse des rendements des cultures. Dans des pays comme Madagascar, où plus de 70 % de la population est constituée de paysans, cette situation aura des conséquences dévastatrices. La nature complexe et profonde des changements climatiques a d'innombrables effets d'entraînement pour les pays à faible revenu. Le changement climatique rendra plus difficile l'accès à une éducation de qualité, intensifiera les inégalités existantes entre les hommes et les femmes, provoquera des conflits, déstabilisera les États et contraindra les gens à quitter leur pays d'origine. Ces pays ne disposent pas des fonds ou du soutien nécessaires pour faire face à l'ampleur des problèmes que posera le dérèglement climatique.

L'expression « migrant climatique » est une expression que nous entendrons souvent ; d'après les prévisions de la Banque mondiale, il pourrait y avoir 140 millions de migrants de ce type d'ici 2050. En Europe, les médias parlent souvent des réfugiés en quête de sécurité comme d'une « crise », alors que 84 % des réfugiés se trouvent actuellement dans des pays à faible revenu et que les personnes vivant dans des pays pauvres courent environ cinq fois plus de risques d'être déplacées en raison d'événements météorologiques. Il s'agit là d'autres difficultés auxquelles les pays à faible revenu doivent faire face. Même

Il ne pourra pas y avoir de véritable progrès dans la lutte contre l'inégalité tant qu'on n'atténuera pas le changement climatique et qu'on n'aidera pas les pays vulnérables à s'adapter à ses effets.

les pays à revenu élevé menacés par le changement climatique risquent davantage d'en payer les conséquences. Shanghai, l'une des villes les plus exposées aux risques d'inondation, construit des infrastructures de protection contre les inondations depuis 2012 ; l'un de ces projets devrait coûter 5 milliards de livres. Les pays à faible revenu n'ont pas les moyens d'investir de tels capitaux.

Prendre les choses en main

Cela nous amène à la question principale : que peut-on faire pour s'attaquer au problème ? Beaucoup de choses, en fait. Les deux principaux aspects de la lutte contre le changement climatique sont l'atténuation et l'adaptation. Les émissions de gaz à effet de serre étant imputables, en majorité, aux pays à revenu élevé, il nous incombe de les réduire au minimum.

Il semble que les climatologues réussissent enfin à sensibiliser la population à la question du changement climatique. En effet, selon un sondage récent, 73 % des Américains estiment maintenant que le changement climatique est une réalité ; ce pourcentage est sans précédent. De plus, 72 % d'entre eux ont dit qu'ils considéraient cette question comme importante d'un point de vue personnel. Il s'agit là d'un élément non négligeable, car l'État et les entreprises se doivent d'agir dans l'intérêt des citoyens. La mobilisation du public pour faire pression sur ces groupes sera le point de rupture et des signes pointent déjà dans cette direction. Plus de 70 000 personnes ont défilé à Bruxelles en janvier pour exiger des pouvoirs publics de lutter plus efficacement contre le changement climatique et, dans le monde entier, y compris en Irlande où j'écris ces lignes, des groupes de citoyens attaquent les États en justice pour inaction face au changement climatique.

L'élément à retenir est qu'il est impératif de réduire au plus vite les émissions autant que possible, car c'est en fin de compte l'option la plus économique et la plus facile. On a certes mis l'accent sur la réduction des émissions par des mesures prises à titre individuel (choix d'un mode de transport à faibles émissions, achat de produits de saison, etc.), mais il est grand temps que les pouvoirs publics et le secteur privé prennent les choses en main.

L'édition 2017 de la publication *Carbon Majors Report* de l'ONG Carbon Disclosure Project constate que 100 entreprises à elles seules sont à l'origine de plus de 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1988. Cette statistique nous donne l'occasion d'apporter des changements systémiques appropriés en exigeant de ces entreprises qu'elles adoptent de meilleures pratiques. Le secteur privé a une grande capacité d'apporter des changements

durables non seulement en atténuant le changement climatique, mais aussi en aidant les personnes à sortir de la pauvreté grâce à l'emploi. Alors que de nombreux pays se tournent vers le nationalisme, le secteur privé est l'un des rares candidats capables de jouer un rôle moteur dans la défense de l'environnement. Cela dit, il n'y aura pas d'atténuation du changement climatique sans une coopération avec les gouvernements dans le cadre des politiques environnementales (taxe carbone, plans nationaux d'adaptation et participation aux traités multilatéraux, etc.). Au XX^e siècle, l'activité économique reposait en grande partie sur les combustibles fossiles ; la taxe carbone accélérera le développement et l'adoption de carburants de substitution. Le dérèglement climatique est un problème transfrontière qui exige une collaboration à l'échelle mondiale pour atténuer ses effets et aider les pays à faible revenu à s'adapter.

L'atténuation et l'adaptation ne sont pas une panacée pour s'attaquer aux inégalités existantes dans le monde. On y parviendra grâce à la définition de politiques et à la réforme des régimes fiscaux, parallèlement à des mesures de lutte contre le changement climatique. Cela ne m'a pas empêchée de rédiger un article sur le changement climatique car, à mes yeux, cette question a été largement laissée de côté dans les débats sur l'inégalité. Il ne pourra pas y avoir de véritable progrès dans la lutte contre l'inégalité tant qu'on n'atténuera pas le changement climatique et qu'on n'aidera pas les pays vulnérables à s'adapter à ses effets.

Si l'inégalité est vraiment un problème auquel les pays à revenu élevé disent s'intéresser, ils feront tout pour que le changement climatique dévie de sa trajectoire actuelle pour ne pas avoir d'effets dévastateurs sur les populations à faible revenu. À l'heure actuelle, nous sommes certainement mal partis pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C d'ici à la fin du siècle, ou même pour le limiter à 3 °C. Selon les estimations actuelles, le réchauffement sera de 4 °C d'ici 2100, année où les enfants nés aujourd'hui dans des endroits comme la Région administrative spéciale de Hong Kong (mais pas le Swaziland) seront toujours de ce monde. Avec de jeunes militantes comme Greta Thunberg, la jeune fille de 16 ans qui s'est exprimée avec fougue en faveur de la lutte contre les changements climatiques à la tribune des Nations Unies, j'ai bon espoir que les futurs dirigeants se saisiront de cette question. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre. C'est maintenant que nous avons besoin de porte-drapeau de la défense de l'environnement. **FD**

LYNDSAY WALSH est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en sciences naturelles du Trinity College de Dublin, où elle suit actuellement les cours de master en sciences du développement.